

# Notes / Journées Littoral et Mer / 9-10 juin 2022

Evènement organisé par la Fondation de France, en partenariat avec La Rochelle Université, l'initiative Sea'ties de la Plateforme Océan & Climat et l'Association Nationale des Elus du Littoral

## Jeudi 9 juin

### Mots de bienvenue

Introduction par An-Gaëlle Bénédict, responsable du programme Littoral et Mer de la Fondation de France

Le thème des Journées Littoral et Mer de la Fondation de France 2022 : « Adaptation des villes et territoires côtiers face au changement climatique : quel devenir ? Sciences, société et prises de décision ». Merci à l'ensemble des partenaires de l'évènement : La Rochelle Université, l'initiative Sea'ties de la Plateforme Océan & Climat et l'Association Nationale des Elus du Littoral. Merci également à Léa Nature et la Fondation Léa Nature, ainsi qu'au Musée Maritime de La Rochelle, pour leur contribution.

Didier Roblin, Conseiller communautaire délégué de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle, en charge des Affaires Littorales, Agglomération de La Rochelle [Prévention et protection contre la submersion - Evolution et gestion des PAPI]

- Les conséquences du changement climatique sont déjà observées. Le territoire de La Rochelle est particulièrement vulnérable aux enjeux d'érosion et de submersion et a notamment réalisé un PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) qui est aujourd'hui un programme de 80 millions d'euros. L'objectif est de retarder l'évènement et de limiter le franchissement.
- Il existe différents types de protection allant de la construction en dur et des efforts collectifs à l'effort individuel. Ce qui est compliqué est de faire prendre conscience aux habitants que la défense individuelle est aussi importante que l'effort collectif. Malgré un financement à 100%, il y a assez peu de réponses.
- Il y a aujourd'hui un partenariat important avec La Rochelle Université. Le programme a permis de modéliser 96 types de tempêtes. Le défi est d'exploiter ces données pour permettre le développement du territoire. En urbanisme c'est délicat car des habitudes ont été prises qui ne sont pas toujours les bonnes. Il va falloir occuper le territoire d'une façon différente.

Yves Henocque, Président du comité Littoral et Mer, Fondation de France

- Depuis 2011, le programme Littoral et Mer de la Fondation de France a évolué vers la co-construction, le lien recherche et territoire. Il cherche ainsi à associer territoires, élus, société civile et scientifiques autour des grands enjeux du littoral et de la mer. Le comité est composé de membres représentant le milieu associatif, les Parcs Naturels Régionaux, le milieu scientifique etc.

- Le programme soutient des projets dans 3 domaines : penser et panser les écosystèmes ; s'adapter face au changement climatique ; vivre et travailler sur le littoral et la mer. L'objectif est d'avoir des résultats concrets, au-delà des travaux de recherche. Il s'adresse aussi bien à des projets en émergence qu'à des projets consolidés.
- L'autre manière de concrétiser le lien territoire-recherche est via ces Journées, dont le but est de tirer des leviers d'action pour la suite, pour le programme et l'ensemble des participants.

Jean-Marc Ogier, Président de La Rochelle Université

- Ces journées font sens à La Rochelle. L'université est en mutation depuis 2016. Une part importante de l'énergie a ainsi été concentrée sur la gestion intégrée des littoraux. Il y a eu la création de L'Institut Littoral Urbain Durable Intelligent, institut pluridisciplinaire pour aider à la gouvernance des littoraux dans des dimensions publiques et privées. Des spécialistes travaillent ainsi de façon décloisonnée sur les enjeux qui découlent de l'anthropisation du littoral.
- Cette stratégie de spécialisation a été reconnue par l'Etat. La Rochelle Université est ainsi lauréate de l'appel à projet « Excellences sous toutes ses formes » du quatrième Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) avec un projet dédié à la gestion intégrée du territoire.
- La ville de La Rochelle mène également le grand projet « La Rochelle zéro carbone » (numérique responsable, transport, appropriation citoyenne etc.) qui réunit toutes les sciences. Elle fait partie d'une alliance européenne autour des villes et de la gestion Intégrée des littoraux.

Raphaël Cuvelier, Vice-président de la Plateforme Océan & Climat

- Raphaël Cuvelier a fait partie de la première équipe du comité du programme Littoral et Mer de la Fondation de France. Il salut ce programme très innovant et pertinent, qui fait un travail remarquable de rapprochement d'acteurs.
- Créée à l'issu des Accords de Paris, la Plateforme Océan Climat (POC) a pour ADN d'associer les sciences et l'action publique afin d'adresser les grands enjeux climatiques associés à l'océan. Avec le programme Sea'ties, la POC a pris l'option de travailler sur les solutions d'adaptation du littoral et particulièrement les solutions fondées sur la nature. Il vise à les mettre en avant, avec les collectivités et chercheurs et à porter un plaidoyer sur ces réponses. Des ateliers régionaux sont réalisés un peu partout dans le monde. Ce qui est intéressant est l'articulation entre ces solutions.
- Lors du One Ocean Summit à Brest, la POC a fait signer une déclaration par des grandes villes du monde et qui font appel à travailler sur ces sujets climat et océan, sur les enjeux sociétaux et sur la question des financements. Suite à cette déclaration, la POC a sorti un travail sur les enjeux financiers liés à l'élévation du niveau de la mer.

Anne-Sophie Leclère, Déléguée générale, Association Nationale des Elus du Littoral

- L'ANEL est une association d'élus du Littoral en métropole et en Outre-Mer.
- En octobre 2021, suite aux journées internationales réalisées à Pornic sur des sujets similaires, l'ANEL a présenté une motion au gouvernement pour intensifier les actions prospectives et d'adaptation sur nos littoraux. La question n'est plus comment convaincre mais comment passer à l'action.

## Session 1 : Représentations, trajectoires et appropriation des enjeux territoriaux

Modération par Monique Cassé, membre du comité Littoral et Mer de la Fondation de France

Nathalie LONG, Projet : Inégalités environnementales dans la gestion des aménités environnementales – LIENSs, Université de La Rochelle

- Les littoraux représentent de nombreux enjeux et comportent de nombreux aléas. 3 stratégies d'adaptation sont possibles : défenses dures, altercations ou mitigations (vivre avec le risque), relocalisations. Les 3 stratégies ont des impacts différents sur la société, il y a des perdants et des gagnants. Pour choisir, on fait le plus souvent des analyses coût-bénéfice. Quels impacts sur les inégalités ? Y a-t-il une ségrégation socio spatiale ? Les plus pauvres sont-ils plus touchés ?
- Quelles sont les stratégies développées par le PAPI ? Une analyse de l'écart à la moyenne du prix ; une défense plus dure, le plus souvent, si le foncier est fort.
- *Conclusion* : L'approche coût - bénéfice n'est pas si simple à appliquer (par exemple quand il y a un équipement public). Avec cette analyse, les zones littorales sur plusieurs décennies sont déficitaires. La recherche s'applique à trouver "la donnée" qui permettra d'analyser le territoire.

Elisabeth GUILLOU, Projet ReMERCi : Appropriation de l'espace maritime et littoral, représentation sociale de la mer et construction identitaire : Comprendre la perception des risques et l'adaptation aux enjeux des territoires - UBO

- Il s'agit d'un projet en cours dans le Finistère Nord et en Islande, en partenariat avec une université Islandaise. Deux sites choisis : le pays du nord Léon en Bretagne et un fjord islandais. Ses objectifs sont d'analyser la construction des connaissances sociales relatives à l'espace maritime et littoral ; et d'étudier comment cette identité influence le positionnement des personnes face aux risques.
- Des comparaisons sont faites entre les deux sites par analyse des contenus médiatisés, des représentations, des usages et des pratiques. A cette fin, des enquêtes ont été réalisées auprès des habitants, l'analyse est en cours. Il en ressort des différences entre France et Islande : l'une plus "protectrice" et l'autre plus "naturelle".

Céline CHADENAS, Projet PEDALO : Les espaces naturels protégés dans le contexte du changement global auront-ils les pieds dans l'eau ? - LETG-Nantes Géolittomer, UMR 6554 LETG - CNRS

- L'analyse a porté sur 5 territoires proches du trait de côte (4 en métropole et 1 en Guyane), ayant une valeur patrimoniale au niveau naturel (ex : RAMSAR). Ces choix sont fondés sur le fait que les espaces urbanisés sont souvent plus étudiés que les espaces naturels ; et que la vision des acteurs sur l'avenir de ces espaces sachant leur vulnérabilité est peu connue (évolution, protection, recul). La tendance est ainsi de penser que plus l'espace est naturel, plus on le laisse partir à la mer.

- Le travail de recherche porte ainsi sur un travail de terrain important avec des enquêtes auprès des riverains, sondages etc. Un guide d'entretien a été constitué, avec typologie des enquêtés, des terrains concernés afin d'établir une carte mentale des "enquêtés".
- A partir des représentations individuelles, 3 scénarios ont été obtenus : maintien coûte que coûte de l'espace protégé avec repli stratégique ; aucune intervention ; adaptation active avec ré-étude de la zone (reconstruction envisagée en recul par exemple).

### **Questions:**

*Comment avez-vous appréhendé la difficulté des habitants à se poser ces questions ? Est-ce qu'il y a des différences entre le positionnement des habitants et celui des gestionnaires ?*

Dans les entretiens, le coût que coûte ressort souvent avec les habitants. Mais il faut laisser la nature évoluer librement. Le projet a montré qu'il n'y a pas de tendance de scénarios selon les acteurs. Le gestionnaire sur le terrain est plus prompt au laisser faire. Il existe une différence importante entre le discours du milieu naturel et celui du périmètre de protection. Agrandir le périmètre peut être une solution.

*Quelle restitution est envisagée auprès des acteurs ?*

L'équipe du projet souhaiterait transmettre un livrable aux acteurs qui ont été sondés. Il peut être envisagé de créer un site internet et de voir avec la Communauté de Communes comment se saisir des résultats et les transmettre aux offices de tourisme etc. Une restitution a été effectuée sur un des sites accompagnée d'un échange avec les élus et les gestionnaires de La Rochelle. Il y a aujourd'hui un essai de SIG participatif pour travailler sur un projet d'aménagement.

### **Remarques :**

1. L'analyse coûts-bénéfices de Port Neuf est positive suite à la présence de la steppe. Il fallait des protections qui n'abîmaient pas le littoral. L'aménagement réalisé à Port Neuf est un bénéfice direct pour les habitants du quartier car les analyses montrent que le prix du foncier va augmenter. C'est aussi une aménité pour les habitants de La Rochelle qui bénéficient de promenades (bénéfice général pour la collectivité et pas seulement ceux qui sont en première ligne). Il faut des protections qui améliorent la qualité naturelle du site. Un des enjeux est de permettre de redonner une belle image dans un quartier défavorisé grâce à ces aménagements.

2. Juridiquement, la distinction submersion/érosion introduite par la loi Résilience prévoit deux régimes juridiques pour les propriétaires ce qui constitue un nid à contentieux. Sans même considérer l'élévation du niveau de la mer. Les projets ont étudié ce sujet d'une façon globale. Les propriétaires selon si leur bien est affecté par l'une des causes ont des régimes juridiques et de compensation différents. La solidarité nationale intervient pour la submersion mais pas l'érosion. La décote de la valeur des biens en cas de problème se fait par comparaison des biens de la zone. Si pas de comparaison possible, alors on les compare à des biens de territoires de faible dynamique et il y a alors une décote importante. Il y a maintenant toute une série de questions qui est posée par rapport à l'acceptabilité, la justice et la solidarité quant à l'intervention sur des territoires.

## Session 2 : Contextualisation et co-construction des solutions d'adaptation

Modération par Luc Hardy, membre du comité Littoral et Mer de la Fondation de France

Patrick Bazin, Direction patrimoniale, Conservatoire du Littoral - De LiCCo à Adapto, le changement d'échelle et l'intégration de l'adaptation au changement climatique par les acteurs de l'estuaire de l'Orne

- Avec le projet LiCCO suivi par le projet ADAPTO, ce témoignage fait état de 10 ans d'implication du Conservatoire du littoral sur ce territoire ayant un patrimoine naturel fort (réserve ornithologique et marais) soumis à l'érosion et à la submersion. Les élus, les services et la population sont réunis autour d'une approche paysagère sensible plutôt que technique, esthétique, favorisant la co-construction.
- La cartographie permet de construire une démarche et des scénarios face au triptyque: résister, subir, ou s'adapter. Cette approche permet d'obtenir une représentation du territoire à différentes échelles et d'envisager différentes trajectoires d'adaptation à l'échéance 2050.
- L'agglomération de Caen travaille sur un projet de long terme qui s'appelle "Caen la mer " visant à réintégrer un estuaire maritime dans la ville de Caen. L'objectif est d'être en cohérence avec les projets de territoires.

Virginie Duvat, UMR LIENSs 7266, La Rochelle Université-CNRS – Projet ADAPTOM : Retour d'expérience sur le potentiel des solutions fondées sur la nature pour réduire les risques côtiers et favoriser l'ADAPtation au changement climatique dans les Territoires d'Outre-Mer insulaires français

- Il s'agit d'un projet de recherche action autour d'un consortium scientifique interdisciplinaire, une co-construction efficace avec des outils participatifs et des ateliers chercheurs-acteurs. Le projet a été lancé via un webinaire, un collectif s'est créé. Il va faire des diagnostics et contribuera au renforcement des capacités institutionnelles locales et à la valorisation de l'expérience et des savoirs locaux.
- Ce processus de co-construction a permis de faire naître un projet très spécifique aux territoires d'étude avec une forte adhésion des acteurs de terrain. Il faut que les méthodes développées restent suffisamment génériques pour être répliquables sur d'autres territoires.
- Le premier terrain d'étude est dans les Caraïbes avec une replantation des récifs coralliens, la plantation de nouvelles mangroves et le réencoquillage. La réflexion se porte également sur la durabilité des bénéfices pour qu'ils soient légués à la communauté scientifiques et appropriés par une communauté plus large.

Jean-Pierre Chéry, UMR TETIS, AgroParisTech – Projet RestEAU’Lag : La restauration écologique des socio-éco-systèmes lagunaires méditerranéens. Les services environnementaux favorisent-ils des conditions de bifurcation dans les trajectoires d'aménagement et de développement des territoires littoraux ?

- Les littoraux sont marqués par des processus d'urbanisation et anthropisation importants. Quelles sont les modalités de restauration écologique de ces espaces ? 3 complexes lagunaires sont étudiés, 2 près de Montpellier et 1 en Corse près de Bastia. Une cartographie est réalisée. Le passé est considéré, via les données juridiques et les actions entreprises. Le travail est effectué avec des historiens de l'environnement, de sciences politiques etc.
- Une plateforme de cartographie en ligne et une modélisation sont réalisées. L'objectif est de faire de la sensibilisation dans les collèges. Dans le temps long, l'état du milieu est analysé en fonction des polluants, afin de caractériser la restauration écologique. Ce projet présente ainsi des enjeux de structuration d'action pluridisciplinaire ainsi que des enjeux méthodologiques.

### **Questions:**

*Chaque projet semble inclure un « réseau d'acteurs ». De quels acteurs parle-t-on ?*

- Conservatoire du Littoral : Les acteurs sont les propriétaires fonciers, les institutionnels, les services de l'état et les investisseurs. Le Conservatoire cherche à développer de nouveaux modes d'association. Ce qui est difficile est que les acteurs s'impliquent plus facilement lorsque les enjeux sont concrets plutôt que théoriques.
- ADAPTOM : Les acteurs sont les parties prenantes (société civile, acteurs privés, ONG...). Les acteurs initiaux ont été identifiés dans le webinar de lancement et chaque étape en associe de nouveaux. Les médias ont été associés dès le début pour une bonne communication.
- RestEAU’Lag : Le comité comprend gestionnaires et élus au sein des collectivités concernées. Ils cherchent à trouver des acteurs qui ont une expertise construite sur le temps long.

*Existe-t-il un équivalent métropolitain du projet ADAPTOM ? Y aura-t-il une capitalisation sur la durée ?*

Capitaliser est un enjeu majeur qui demande de faire une étude de l'existant et de poser un diagnostic. Il faut majoritairement capitaliser sur les méthodes et les outils de recherche. Les résultats seront intégrés dans une base de données mondiale accessible sur internet.

*Est-ce que la co-construction est toujours quelque chose de positif ?*

Les projets sont parfois tellement en amont des décisions politiques que l'on peut interroger le bien-fondé de la mobilisation des acteurs. Un territoire est un territoire d'adaptation passé-avenir. Il faut intégrer la variable temps dans le partage de connaissances et il n'y a pas de fleuve tranquille de la co-construction. C'est facile de mobiliser des populations sur des problématiques qui les concernent. Les acteurs publics sont plus intéressés quand ils constatent une mobilisation sur une démarche, cela peut permettre de déboucher sur des politiques publiques plus adaptées.

**Remarque:** Pour co-construire, il faut une trajectoire de gouvernance qui nécessite une appropriation par les acteurs impliqués. Il faut chercher à construire une sorte de « frise de gouvernance » commune à toute l'histoire. Concernant la capitalisation, le programme Littoral et Mer de la Fondation de France a mis en place une catégorie de projets de capitalisation.

## Session 3 : Recherche participative et accompagnement des décisions

Modération par Hélène Rey-Valette, membre du comité Littoral et Mer de la Fondation de France

- L'ADN du programme Littoral et Mer est de soutenir des projets faisant travailler ensemble une diversité d'acteurs. L'objectif est d'avoir une approche systémique et d'étudier un processus par l'action collective grâce au partage et au dialogue. Il y a parfois une opposition entre la volonté d'efficacité et celle de démocratisation. Il existe de nombreux dispositifs permettant l'action collective et la co-construction. De nombreux travaux de recherche portent sur l'étude de ces pratiques.
- La majeure partie des projets financés par le programme utilise des dispositifs recensés mais chacun adapte et associe ces outils selon la finalité recherchée. Il n'y a donc pas un seul dispositif de co-construction mais une hybridation en fonction des enjeux traités. Les principaux champs d'action observés sont : un caractère territorial très ancré ; l'étude des représentations, pratiques et usages pour identifier les facteurs de résistance, l'étude du lien nature et société.

Mouncef Sedrati & Laura Dalour, Laboratoire Géosciences Océan UMR CNRS – Projet FUGASCIA : Le futur de la Presqu'île de Gâvres : vers une stratégie durable et citoyenne d'adaptation au changement climatique.

- Le projet est situé sur la presqu'île de Gâvres, une commune reliée au continent grâce à une barre sédimentaire très vulnérable à la submersion. Les ouvrages en dur initialement installés pour protéger cet accès ont perturbé le milieu et changé la structure de la zone engendrant de nouvelles perturbations. L'objectif du projet est de réaliser des aménagements adaptés, fondés sur la nature (rehaussement de dunes, pieux hydrauliques etc.) et de faire réaliser le suivi de ces structures par les habitants. L'étude porte donc également sur l'appropriation du site et de ses enjeux par les citoyens.
- Les actions entreprises reposent ainsi sur 31 bénévoles autonomes (soit 5% de la population), qui se sont appropriés les protocoles. Des ateliers sur la culture du risque, réalisés avec les citoyens, ont permis d'analyser leur ressenti sur la vulnérabilité de la zone d'étude. Il en ressort qu'ils parviennent davantage à se projeter sur le site grâce aux aménagements et que les espaces ressentis comme vulnérables par les citoyens ne sont pas nécessairement ceux indiqués comme tels dans le PPRI.

Marie Hélène Ruz, Laboratoire d'Océanologie et de Géosciences – Projet COSACO : Quel littoral dans cinquante ans ? Co-construction de stratégies d'adaptation au changement climatique en Côte d'Opale

- Le projet se situe dans les Hauts-de-France où les littoraux sableux et bas sont particulièrement vulnérables à la submersion. L'objectif est de travailler sur la mise en place de dispositifs participatifs avec les habitants afin de définir des solutions concrètes contre l'élévation du niveau de la mer. Deux sites sont étudiés : d'une part la commune de Wissant, secteur très touché par l'érosion, où le recul de la dune qui protège les lotissements représente une réelle menace pour les habitations (l'un des sites au recul le plus important depuis 1950) ; d'autre part

la commune d'Oye-Plage, située au centre d'une réserve naturelle régionale et zone qui connaît une érosion modérée de 50 cm en moyenne par an.

- Un ensemble de dispositifs participatifs ont été mis en place (réunions publiques, entretiens semi-directifs, ateliers participatifs, suivi photographique etc.) pour permettre à la fois de sensibiliser les habitants et d'étudier leur rapport au littoral. Que ce soit entre les deux communes ou au sein même des villages, les scénarios souhaités étaient différents selon les habitants et leur rapport au territoire, certains souhaitaient s'adapter tandis que d'autres préféraient tenir la ligne. L'option du recul stratégique pouvait être envisagée d'ici quelques décennies.

Simona Niculescu, Université de Bretagne Occidentale – Projet OCCUPALITT : Nouvelles données satellites. Quel intérêt pour les Collectivités Locales ? Application aux changements de l'occupation du littoral du Pays de Brest

- Le projet s'intéresse aux différentes possibilités d'utilisation et de mise en valeur des données satellites européennes gratuites par les collectivités locales du Pays de Brest, dans leurs décisions autour du changement d'occupation du sol sur le littoral. L'objectif principal est de mettre la télédétection au service des gestionnaires.
- Des ateliers et entretiens avec des gestionnaires ont été réalisés pour leur présenter les outils existants et permettre leur utilisation. Les échanges se sont structurés autour de deux grands axes : comment la télédétection peut-elle répondre à ces enjeux ? Comment la co-construction méthodologique répond-elle aux enjeux et permet-elle de développer une méthode commune aux décideurs ?
- Les besoins des gestionnaires ont ainsi pu être identifiés ce qui a permis la production de guides méthodologiques et techniques sur la télédétection. De premiers cas d'application ont été réalisés : évolution des espaces verts dans la ville de Brest ; étude de l'occupation des sols sur la péninsule de Crozon.

Xavier Bertin, laboratoire LIENSs CNRS – Projet : Les submersions marines intermittentes à l'embouchure du Tage (Portugal) expliquées grâce à une recherche participative.

- La zone d'étude est un estuaire urbanisé très vulnérable aux inondations et qui a connu un recul de la côte de 2 km en quelques décennies. L'objectif du projet était d'étudier le phénomène de submersions intermittentes observé dans la zone en intégrant les connaissances empiriques des habitants afin de leur apporter des solutions concrètes.
- Une collecte importante de jeu de données a permis d'expliquer ces ondes intermittentes. Les ondes sont réfléchies par la côte, sont enfermées dans la baie suite à sa géométrie et s'amplifient progressivement jusqu'à arriver au village. Ce phénomène engendre parfois des vagues de plus de 1 mètre au niveau du village. La zone d'étude étant très périlleuse, cette collecte a notamment été rendue possible à l'aide d'un pêcheur local. La démarche participative a joué un rôle clef pour permettre l'obtention des résultats. Une meilleure compréhension du phénomène permet de développer des systèmes d'alerte pour que les habitants puissent s'adapter (retirer leur véhicule, protéger les fenêtres etc.).

**Question:** *Est-il possible de développer un dispositif empêchant ce phénomène de résonance ?*

Une digue suffisamment longue au niveau de la baie pourrait casser le phénomène. Le village étant principalement des habitats précaires clandestins, les autorités seraient néanmoins plus favorables à une délocalisation.

Charlotte Michel, Projet CAP 2050 : Caractère de l'île de Porquerolles à 2050

- Ce projet cherche à réinterroger les liens humains au non humain sur l'île singulière de Porquerolles. Comment faire pour qu'une partie de la population participe aux changements qui auront lieu ? Il faut chercher à travailler le lien humain avec la nature pour permettre une adaptation aux changements futurs. L'hypothèse principale est que le changement va générer des frictions qu'il faut chercher à anticiper.
- L'équipe du projet a travaillé avec les habitants pour identifier les représentations qu'avaient les personnes sur la nature et les changements à venir. Une soixantaine d'entretiens ont été réalisés sur les inquiétudes et désirs de changements, complétés par une dizaine de récits d'habitants sur la façon dont ils perçoivent leur environnement à 2050. Les ateliers ont permis des discussions concrètes entre les habitants et membres du Parc Naturel Régional et le développement de premières propositions concrètes sur la mise en place d'une scierie mobile sur le bois, la transformation agricole sur l'île etc.

**Questions :**

*Comment se passe l'articulation entre la mobilisation des citoyens et l'appropriation par les élus et décideurs publics ?*

- Occupalitt : les agriculteurs ont été interviewés lors d'enquêtes à partir des images satellites. Les résultats ont validé les travaux de cartes qui ont ensuite été transmises aux décideurs.
- COSACO : les élus et représentants étaient systématiquement dans toutes les réunions publiques. Il y avait une réponse directe du maire aux interrogations des habitants.
- FULGASCIA : tous les sites s'appuient sur le triptyque : gestionnaire du site, association locale et laboratoire de l'université. Cela permet un retour direct du suivi terrain qui peut servir par la suite au gestionnaire.
- CAP 2050 : Le travail se déroulait directement dans le PNR ce qui a permis d'éviter des sujets de conflits locaux entre habitants et décideurs, notamment sur la fréquentation et le foncier. Une association a fait en parallèle une réelle prospective qui a été transmise aux collectivités locales.

*L'une des richesses du programme Littoral et Mer est de soutenir une diversité de territoires et de mettre l'accent sur la co-construction. Toutes ces expériences montrent que le temps de la mobilisation est assez long ce qui entre en contradiction avec le fait qu'il faut aujourd'hui agir rapidement. Est-ce qu'il faut avoir des approches chocs pour mobiliser les élus ou avoir des approches plus douces de sciences participatives ? Est-ce qu'on a le temps de faire les deux ? Doit-on prioriser ?*

Hélène Rey-Valette : C'est une question importante. Ce qui ressort beaucoup est le besoin de sensibiliser et le besoin d'information, or il faut des actions témoins, sites pilotes etc. Il faut agir sur tous les tableaux en même temps et ne pas attendre pour mettre en place des actions concrètes. Il faut sécuriser les élus et les gens sur le fait qu'il faut avancer. Il faut emprunter tous les chemins.

Mouncef Sedrati : On ne peut pas prioriser. Tous les acteurs ne sont pas dans la même situation de vulnérabilité. Il n'y a pas de réponse universelle et prioriser serait généraliser ce qui n'est pas possible. Les sciences participatives ont pour intérêt de préparer les gens.

Charlotte Michel : Le fait de mettre à disposition les données et de prendre le temps d'échanger offre aux gens la possibilité de s'approprier le sujet et apporte les outils aux citoyens, établissements etc. pour qu'ils puissent eux même construire leur discours et s'inscrire dans la scène politique. Sciences participatives ne veut pas forcément dire sciences douces.

### **Remarques :**

1. La capitalisation permet également la pérennisation de la mobilisation et de l'engagement. Pour avoir un engagement de long terme de la population, il faut les former et les garder en éveil sur les motifs de l'engagement. Il faut pour cela un groupe de suivi et cela demande des financements pérennes. Il existe une pluralité de pratiques qui vont permettre d'institutionnaliser et de diffuser les connaissances. Cela permet in fine de cristalliser les actions et les pratiques. Mais cela prend du temps et la question du temps est importante.

2. Le fait que l'ensemble des personnes n'intervenant pas au nom de leur profession dans un projet soit rassemblées sous le terme de « citoyen » semble assez réducteur. Il y a des citoyens organisés, compétents qui ont une réelle expertise sur certains sujets.

## Dialogue entre élus et chercheurs : Intérêt de la recherche pour l'aide à la décision

Hélène Rey-Valette, Synthèse scientifique Sea'ties "Designing Adaptation Strategies to Tackle Sea Level Rise

Sea'ties est un collectif pluridisciplinaire qui réalise une synthèse des actions d'adaptation fondées sur la nature mises en place par les villes côtières exposées à l'élévation du niveau de la mer et la rend accessible aux élus. L'ensemble des livrables sont disponibles en open source. Les recommandations opérationnelles se font sur deux axes : « se protéger ou s'adapter » et « avoir une approche intégrée ou une approche fondée sur les infrastructures ». Ces nouvelles approches constituent un changement de paradigme et révèlent le caractère hybride et dynamique de l'adaptation transformatrice.

Alain Henaff et Catherine Meur-Ferec, UBO. Projet Osirisc : vers un observatoire intégré des risques côtiers d'érosion submersion – LETG, Brest Géomer

L'amélioration de la connaissance des risques côtiers d'érosion/submersion et des stratégies de gestion nécessite une approche systémique. A partir d'indicateurs proposés et validés pour leur pertinence, et définis dans leur fréquence, l'équipe du projet a développé un outil de suivi interdisciplinaire permettant une gestion intégrée plus efficace des risques côtiers. La démarche collaborative entre les chercheurs et les élus a permis le développement d'un outil approprié et son déploiement en Bretagne. Ce dispositif commence également à intéresser d'autres observatoires comme par exemple à la Réunion.

Stéphane Costa, projet REVE Cot - Réalité virtuelle et villes côtières : Appropriation de l'aléa et exploration du littoral de demain par la réalité virtuelle

REVE Cot, permet de tester la pertinence de la réalité virtuelle comme outil d'appropriation de la connaissance. Le laboratoire SIREN à Caen a 3 objectifs : 1. Faire vivre aux élus une tempête historique de connaissances et recenser les événements ayant impacté le site (dans l'exemple cité il s'agit de la tempête de 1990 à Etretat) ; 2. Reprendre cette projection et la rejouer avec +1 mètre d'élévation du niveau de la mer grâce à une modélisation mathématique ; 3. Se projeter sur l'après, ce que serait la vie côtière de demain scénarisée en réalité virtuelle. En conclusion, 95% des élus souhaitent ce type de vidéo pour sensibiliser leurs administrés.

**Phase 2 de la table ronde, mettre la science en société - Deux questions : aux politiques, ce style de travaux vous tente-t-il ? ; aux chercheurs : quels sont vos besoins non satisfaits ?**

Claire Hugues, Vice-présidente en charge des affaires maritimes à la Région Pays-de-la-Loire : Les élus n'ont pas toujours l'habitude de voir sur du aussi long terme. Ils ont besoin de scénarios. Les sciences sociales sont nécessaires car les décisions vont être lourdes et il faut réussir à impliquer les citoyens dans la mise en œuvre des décisions. Il est parfois difficile d'associer le discours des chercheurs et le quotidien des élus, le temps politique est plus court. Il faut un pont qui peut être fait par les observateurs. En plus des élus, il faut convaincre les populations.

Toutes les zones littorales ont des Parlements de la Mer, ce sont des lieux intéressants pour faire passerelle entre le monde académique, les chercheurs, les élus et les représentants de la société civile. Il s'agit d'entités importantes car elles sont confrontées à des réalités de terrain.

Gérard Blanchard, Vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine, Vice-Président de La Rochelle Agglomération, en charge du pilotage du projet LRTZC : Intégrer les sciences sociales dans la recherche et la prise de décision est essentiel pour permettre une bonne représentation des citoyens. En parallèle, il est important de mesurer l'évolution du trait de côte, d'établir les politiques publiques en conséquence et de créer des réseaux de recherche.

Jérôme Bignon, Membre honoraire du Parlement, ancien président du Conservatoire du Littoral et de l'Agence des Aires Marines Protégées : Il existe parfois une dissonance cognitive (difficulté à accepter la réalité car très violente) entre l' élu et le citoyen. Toutes les zones littorales ont des Parlements de la Mer, ce sont des lieux intéressants pour faire passerelle entre le monde académique des chercheurs, les élus et représentants de la société civile.

Jean-Louis Leonard, Maire de Châtelailon-Plage, Député de la Charente-Maritime (2ème circonscription) : Depuis la tempête Xynthia et avec les évolutions de la loi, il y a eu un réel changement de mentalité et de responsabilité. Avant c'était l'Etat qui était censé s'occuper de ces sujets, désormais il y a une approche plus locale. C'est aux politiques d'assurer la protection de la population. Alors, oui, il faut faire de la co-construction, des modélisations, et la recherche s'intègre d'autant mieux lorsqu'on sait ce qu'on lui demande.

## Vendredi 10 juin

### Restitution des visites de terrain

L'objectif de ces visites était de découvrir la diversité des stratégies d'adaptation au changement climatique existant sur le littoral charentais. Quatre visites différentes ont été proposées, chacune ayant sa propre stratégie allant de la protection en dur pour ne rien céder à la mer à La Rochelle à la dépoldérisation et au recul de la digue sur le site de la Prée Mizottière, en passant par des actions intermédiaires au sein des Marais d'Yves et de Tasdon au patrimoine écologique très riche.

Visite 1 - Ville de La Rochelle : Défense du domaine urbain et respect du patrimoine bâti historique

Pilotes : Cécile Glemain et Mathilde Romanteau ; Intervenants : Didier Roblin

- A partir de 2012 et suite à la tempête Xynthia, un Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) a été mis en œuvre sur l'agglomération de La Rochelle. Entre 2013 et 2019, 67 millions d'euros ont ainsi été investis pour sa réalisation. En 2020, un nouveau PAPI a été mis en place pour traiter du problème de ruissellement. Il existe également un PAPI d'intention pour prévenir des risques de submersion et qui vise à horizon 2025 à lutter contre les inondations terrestres. La modélisation pour le PAPI a été faite à 10, 30 et 100 ans. L'évènement de référence est Xynthia +20cm (construction Xynthia +20 ; Travaux Xynthia +60). L'enjeu du foncier est important et joue un rôle clef dans le choix des stratégies d'adaptation.
- Les différents moyens de protection mis en œuvre sont principalement des ouvrages en dur tels que des digues ou murets (remparts, système de vérin avec mur pouvant se relever, bassin de rétention d'eau etc.). L'intégration paysagère de ces structures a été réfléchi avec notamment la mise en place d'une promenade ou la construction d'ouvrages plus sophistiqués, non visibles en période normale. La mise en œuvre de ces moyens est effectuée en 24h en cas d'alerte et nécessite 28 personnes. Sur le seul site du Port Neuf, 11 millions d'euros ont été investis. L'analyse coût-bénéfice demeure insuffisante car elle ne prend pas suffisamment en compte le patrimoine (impact sur une saison touristique et exposition de la station d'épuration).
- Outre la construction d'ouvrages de protection, le PAPI comprend des dimensions de sensibilisation, vulgarisation des études et des enjeux ("les arbres bleus" : peinture posée sur les troncs d'arbres pour montrer le niveau atteint par l'eau), ou d'incitations à la population de réaliser des travaux ce qui s'avère difficile malgré les aides de l'Etat et de l'agglomération.

#### Question :

*Pourquoi avoir réalisé des ouvrages avec un scénario de Xynthia + 20cm et non +25cm voire +30cm conformément aux scénarios du GIEC ?*

Tout le monde a été surpris par Xynthia, il fallait réagir vite et la reconstruction a dû se faire dans l'urgence. Les premiers bilans des travaux post Xynthia ont montré une reconstruction à l'identique en prenant en compte l'élévation du niveau de la mer. Le +20 cm est une solution intermédiaire qui a été trouvée, charge à la nouvelle génération de la retravailler. Il serait nécessaire d'expérimenter des choses nouvelles plus ambitieuses et grandeur nature sans attendre d'être dans l'urgence.

Visite 2 - Marais d'Yves : Entre barrière littorale vulnérable à l'érosion et à la submersion et digue de second rang : une réserve naturelle laissée en évolution libre

Pilote : Éric Chaumillon ; Intervenant : Thomas Hérault

- Le Marais d'Yves est une réserve naturelle située sur la baie d'Yves, gérée par la Ligue de Protection des Oiseaux et qui a pour particularité d'être relativement enclavée entre le littoral et la route départementale. L'histoire de la réserve et son patrimoine naturel ont été présentés par Thomas Hérault, conservateur de la réserve naturelle. Le Marais d'Yves dispose de près de 500 espèces recensées avec notamment une faune ornithologique riche et représente un sanctuaire pour de nombreuses espèces limicoles et migratrices. Éric Chaumillon a ensuite présenté la situation géologique et sédimentaire du marais et ses implications en termes d'exposition du littoral à l'érosion et à la submersion.
- La zone fut en effet très impactée par les tempêtes telles que Xynthia et sa forte proximité avec des infrastructures humaines (route départementale, parcelles agricoles et habitations) a nécessité la construction d'une digue de sable au travers de la réserve. Une stratégie d'adaptation suite aux tempêtes a dû être trouvée, et des compromis ont dû être réalisés pour trouver un équilibre entre la protection du littoral et la préservation de la réserve. La mesure compensatoire initialement prévue était l'extension de la réserve de quelques hectares au niveau d'un estran contenant de nombreux herbiers. Ce projet a néanmoins été refusé par la préfecture et a connu une forte opposition, notamment auprès des habitants de la zone.

Visite 3 - Marais de Tasdon : Renaissance d'une zone humide en ville pour préserver la biodiversité et améliorer le cadre de vie, dans le contexte d'une politique visant la neutralité carbone

Pilote : Eric Pesme ; Intervenants : Mireia Kohler Pacino, Ornella Siger

- Le marais de Tasdon est un marais périurbain situé proche de la gare de La Rochelle et d'une zone industrielle. C'est un marais à l'histoire riche et qui a fait l'objet d'un projet de renaturation réussi. A partir du moyen âge jusque dans les années 30 le lieu était un marais salant et à partir des années 1970, la construction du quartier de Villeneuve les Salines a conduit à l'assèchement du marais qui est progressivement devenu un bassin de stockage des eaux pluviales.
- En 2017, un travail de renaturation de la zone a débuté afin d'y retrouver une réserve riche en biodiversité et permettant le captage du CO2. L'objectif était de parvenir à retrouver un milieu naturel tout en y intégrant les contraintes liées à l'urbanisation. La rivière fut ainsi réinstallée dans son lit et le remblais retiré. L'eau pluviale ne vient plus s'y déverser et une partie du marais reçoit régulièrement de l'eau de mer. En parallèle des travaux d'aménagement, de nombreuses actions de sensibilisation ont été réalisées avec notamment la mise en place d'une « maison du projet » permettant de communiquer auprès des habitants et de les informer. Le coût total du projet est estimé à 5,3 millions d'euros.
- Un an après la fin des travaux, la nature y a repris ses droits. De nouvelles espèces ont colonisées le site. Sur 84 hectares, 54 espèces protégées ont été recensées. Un projet d'étude est en cours avec des doctorants et stagiaires afin d'étudier l'identité patrimoniale de la faune, de la flore et du paysage. Le défi actuel est de rendre accessible le marais tout en respectant la biodiversité. Le travail de sensibilisation se poursuit, en particulier avec trois écoles de l'agglomération.

## Visite 4 - La Prée Mizottière : Un domaine agricole volontairement dépoldérisé au sein de polders exploités en agriculture intensive

**Pilote :** Benjamin Amann ; **Intervenants :** Régis Gallais, Manuel Salgueiro-Simon

- Le site de la Ferme la Prée Mizottière appartient au Conservatoire du littoral et représente une surface de 10 hectares située en Vendée, au sein de la baie d'Aiguillon. Les parcelles agricoles de la ferme étaient initialement protégées de la marée par une digue de sable. Suite à Xynthia en 2010, la digue fut fortement abimée. En accord avec l'exploitant agricole, une partie du domaine agricole fut volontairement dépoldérisée et la digue reculée afin d'ouvrir 10 ha de parcelles agricoles à la mer, avec pour volonté de les transformer progressivement en prés salés. La stratégie d'adaptation est donc sur cette zone de reculer pour mieux se protéger. En dépoldérisant, les submersions sont ainsi possibles sur la zone et vont moins impacter d'autres territoires plus urbanisés.
- La transformation en prés salés permet par ailleurs de développer une réelle capacité de stockage de carbone grâce au développement de la végétation sur le court terme et par les sédiments sur le plus long terme. Manuel Simon a présenté le travail de suivi réalisé sur le développement de la sédimentation, de la faune et de la flore sur le site. L'adaptation du littoral par dépoldérisation est une stratégie peu répandue en France, le site de la Prée Mizottière constitue donc un véritable site pilote de stratégie d'adaptation répondant à la fois aux enjeux écologiques, agricoles et de protection du littoral.

### **Remarques :**

Eric Chaumillon : Ces exemples permettent de montrer la mixité de solutions d'adaptation possibles sur le terrain. Il n'y a pas de solution miracle, notamment sur les sites urbains où la mise en place de solutions fondées sur la nature n'est pas toujours possible. Le constat est que la mise en place de ces stratégies d'adaptation demeure généralement très coûteuse : plus de moyens sont nécessaires si l'on souhaite mettre en place des solutions adaptées au territoire. Hormis la réalisation d'ouvrages, il est également important de sensibiliser la population aux enjeux, faire de la prévention pour apprendre à vivre avec le risque.

Au niveau scientifique, trois solutions existent :

- Développer la connaissance des milieux et améliorer la compréhension des synergies entre l'Homme et les différents systèmes ;
- Travailler sur le partage de la connaissance et la vulgarisation ;
- Réaliser des expérimentations et ne pas attendre des événements extrêmes pour passer à l'action.

## Adaptation : un exemple de littoral complexe de la Vendée à la Gironde

Question à Camille André, Chargé de mission gestion des risques littoraux, Groupement d'Intérêt Public (GIP) Littoral en Nouvelle-Aquitaine.

*Quel est le rôle du GIP Littoral en Nouvelle Aquitaine ?*

En matière de littoral, on parle de sujets complexes qui mobilisent une multitude d'acteurs aux intérêts et compétences parfois communs et parfois différents (EPCI, communes, Etat, laboratoires de recherche, université etc.). Le GIP a pour rôle de les accompagner, de faciliter les échanges et d'avoir un rôle cadre dans le cas des modes de gestion partagée (par exemple : l'érosion côtière). Sur le littoral, le GIP vise à ce que les politiques publiques sectorielles soient limitées pour apporter la réponse la plus globale possible à l'ensemble des problématiques qui touchent le littoral. Le GIP travaille également à l'évaluation des enjeux suite au recul du trait de côte à horizon 2050 et compare les différents modes de gestion et stratégies d'adaptation selon les scénarios.

Question à Sébastien Pueyo, Chef de service direction de l'Eau, de la Mer et du Littoral, Département de la Charente Maritime

*Quel rôle a joué le département dans l'adaptation de la Vendée et la Gironde, notamment dans les zones visitées ?*

- La mission la plus importante du département est la maîtrise d'ouvrage qui est sa responsabilité publique. Les EPCI peuvent déléguer au département la maîtrise d'ouvrage des grands projets d'investissement. Cette délégation est d'autant plus importante que le territoire est particulièrement vulnérable aux enjeux de submersion et de l'érosion de par ses 500 km de côte. Le principal outil de décision sur l'ouvrage à réaliser est l'analyse coût-bénéfice en fonction du site qui doit être protégé. Si l'analyse n'est pas équilibrée, l'Etat peut retirer ses 40% de financement. Cette logique explique notamment que des ouvrages en dur ne sont pas réalisés systématiquement mais se concentrent sur les zones urbaines.
- Une étude d'impact environnemental est également réalisée avec cartographie de la faune et de la flore du site. Selon le niveau de classement des espèces impactées, des mesures compensatoires peuvent être envisagées. Selon le site, le niveau de compensation est plus ou moins important. Par exemple, au niveau du marais d'Yves, la compensation est à 1000%, détruire 1m<sup>2</sup> implique d'en réhabiliter 10. Concernant le choix de scénario, le plus courant est Xynthia +20 cm et a été fixé arbitrairement. En 2012 il s'agissait de l'hypothèse basse en termes d'augmentation du niveau de la mer sur 50 ans. Xynthia est par ailleurs l'évènement le plus fort connu.

Question à Eric Chaumillon, Professeur de géologie marine et littorale, LIENSS, La Rochelle Université

*Quel est le travail réalisé par les laboratoires de recherche ? Quelle est l'importance de ces travaux dans l'adaptation ?*

- L'objectif est de produire des connaissances, de chercher à conjuguer les demandes sociétales avec les questionnements scientifiques de la communauté internationale. En Charente Maritime, un travail important a été réalisé sur l'évolution du trait de côte et sur la façon dont

les résultats contribuaient à la connaissance internationale. Les plages d'étude ont été choisies par le département. L'une des difficultés est que les financements se font la plupart du temps sur 3 ans et rarement sur un temps plus long permettant la continuité de certaines études.

- Concernant la problématique de la submersion, la tempête Xynthia a généré un intérêt plus important au financement de la recherche sur ces sujets. Universités et bureaux d'étude travaillent en complémentarité. Les bureaux d'étude utilisent des modèles et algorithmes connus tandis que la recherche va plus loin et explore des processus encore peu connus.

*Quelques mots sur les spectacles que vous réalisez ?*

- Lors de conférences sur les enjeux environnementaux ouvertes au grand public, le constat était que le public était souvent assez âgé, pas toujours présent et que le discours était souvent très négatif. Grâce notamment au soutien du programme européen LIFE, des spectacles de vulgarisation où la science est abordée avec humour ont pu être réalisés, avec des artistes, et pour lesquels le public est au rendez-vous.

Question à Marc Gustave, Doctorant en sciences de gestion, CEREGE, La Rochelle Université LITTOSIM - Sensibilisation à la gestion des risques de submersion – une plateforme générique à destination des acteurs de la prévention des risques

*Qu'est-ce que LITTOSIM ?*

- Il s'agit d'une simulation pour expérimenter des solutions alternatives. Des élus sont invités à jouer et à aménager leur commune en fonction des enjeux de submersion. Un dialogue porte ensuite sur ce qui a été réalisé et sur ce que des solutions collectives ont pu apporter. Initialement uniquement sur l'île d'Oléron, l'expérience est réalisée depuis 2018 sur deux autres territoires.
- LITTOSIM a permis de renforcer l'action qui était en cours sur l'île d'Oléron et de déployer des réflexions sur le territoire normand. L'expérimentation touche à sa fin, les acteurs peuvent à présent s'approprier l'outil et le déployer sur leur territoire.

Question à Jean-Marc Ogier, Président de La Rochelle Université

*Quelles sont les missions de l'université sur les sujets de l'adaptation du littoral ?*

- L'université a beaucoup de missions : enseignement, recherche-innovation, diffusion et valorisation de la recherche scientifique etc. Elle se distingue dans son approche. L'objectif est de créer une université qui forme différemment les jeunes en leur proposant des parcours à la carte qui travaillent la plasticité intellectuelle et la complexité des sujets.
- Au niveau des enjeux du littoral, son approche est celle d'une recherche qui travaille en proximité avec le territoire et qui cherche à concilier l'ensemble des acteurs impliqués dans la protection du littoral. Il faut avoir une vision systémique et pluridisciplinaire. C'est un défi important lorsqu'on sait que 60% de la population mondiale vit à moins de 25 km des côtes.
- En parallèle, l'université travaille avec la ville de La Rochelle sur la mise en place d'un centre de diffusion de la culture scientifique. Elle travaille également avec l'Etat et des établissements de villes littorales européenne à la création d'une université européenne.

Question à tous les intervenants : *La dimension participative est centrale dans vos projets et ceux soutenus par la Fondation de France. Qu'est-ce qui fonctionne bien, qu'est-ce qui est difficile à mener ?*

- Jean-Marc Ogier : Il n'y a pas d'alignement parfait entre les politiques nationales et régionales sur la décentralisation. Le travail au niveau régional sur ces sujets n'est pas toujours simple.
- Camille André : Les domaines des collectivités et de la recherche ont deux cultures différentes mais il existe des collaborations qui fonctionnent particulièrement bien. Sur la question des risques, le propre de la gestion des risques naturels est de travailler dans l'incertitude alors qu'on produit des cartographies en permanence. La Loi Climat et Résilience demande aux communes des prévisions du trait de côte sur 20, 30 et 50 ans. Il est difficile de se projeter sur le lointain quand on doit travailler avec le court terme au quotidien. Par quoi commencer ?
- Marc Gustave : Les relations acteurs-chercheurs sont influencées par la façon de penser le territoire. Il peut aussi arriver que certains acteurs clés soient oubliés. Il faut une structuration des acteurs au niveau local pour co-construire l'action et les scénarios à 30/100 ans.

## Mots de la fin

Luc Hardy, membre du comité Littoral et Mer, Fondation de France : Un point important qui a été soulevé est la difficulté que rencontrent les chercheurs à travailler sur le long terme et qu'en parallèle, le rôle que pourraient jouer les collectivités locales n'est pas souvent exploité. Il faut sans doute plus d'ingénieurs, formés par les universités, dans les collectivités locales afin de pouvoir gérer les modèles.

Hélène Rey-Valette, membre du comité Littoral et Mer, Fondation de France : Il existe une diversité de pratiques pour permettre la participation. Dans les projets proposés il y avait plusieurs possibilités d'approche avec des associations multiples entre chercheurs et acteurs locaux. Il est nécessaire d'avoir des retours d'expérience de ces projets afin d'identifier ce qui fonctionne et ne fonctionne pas et de permettre la pérennisation des travaux.

Yves Henocque, Président du comité Littoral et Mer, Fondation de France

Avec une participation d'environ 130 personnes venues d'un peu tous les horizons, ces Journées Littoral et Mer 2022 ont été unanimement appréciées, et très efficacement et chaleureusement accueillies au sein de La Rochelle Université. Elles ont mis en valeur un certain nombre de projets, financés par la Fondation de France pour la plupart, autour de la thématique de l'adaptation des territoires côtiers au changement climatique. Une première pour ces Journées : une table ronde réunissant scientifiques et élus.

Durant ces Journées, il a été question entre autres d'inégalités environnementales, de solutions basées sur la nature (métropole, outre-mer, international), de restauration écologique des socio-écosystèmes lagunaires (appuyées par les visites de terrain), de réaménagement des zones d'estuaires ou portuaires en lien avec les villes (Caen, La Rochelle)... tous ces résultats de projets remis dans le contexte des recherches participatives en tant que démarche de co-construction (scientifiques/non scientifiques) exploratoire œuvrant dans les dispositifs existants.

Une co-construction pour transformer les relations des chercheurs avec la société, mais également en retour, celles des acteurs locaux et des élus avec les chercheurs. Une co-construction qui reconnaît que les connaissances ne sont pas du seul fait des scientifiques, mais aussi des usagers, des entrepreneurs, des gestionnaires, et des décideurs que sont les élus.

A travers cette réflexion qui s'est imposée dans l'ensemble des débats, y compris avec les élus, pas de priorisation des thèmes de recherche mais beaucoup de pragmatisme (comme l'ont montré les quatre visites de terrain et les restitutions qui ont suivies) et de mise en synergie des initiatives. Ce qui pose la question du « droit à l'expérimentation » sur le temps long, notamment chez les chercheurs qui sont à présent soumis au rythme des projets, qui ne donne pas suffisamment de temps pour l'appropriation des acteurs du territoire et l'intégration dans la mise en œuvre des élus, que ce soit aux niveaux local, départemental ou régional.

Les visites de terrain, très démonstratives, ont très concrètement illustré cette réflexion de par la variété des situations et des réponses en milieu urbain et péri-urbain.

Ces deux journées auront été constructives au dire des participants ; elles représentent également une étape importante pour le Programme Littoral et Mer de la Fondation de France et son évolution vers le renforcement de cet objectif de co-construction.